



HAL
open science

Gilets jaunes et manifestants contre la réforme des retraites : l'innovation contestataire en question

Samuel Legris

► **To cite this version:**

Samuel Legris. Gilets jaunes et manifestants contre la réforme des retraites : l'innovation contestataire en question. 17ème congrès national de l'Association Française de Science Politique (AFSP), Association Française de Science Politique (AFSP), Jul 2024, Grenoble, France. hal-04639125

HAL Id: hal-04639125

<https://hal.science/hal-04639125>

Submitted on 8 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ST 30 L'innovation contestataire à l'épreuve de la comparaison

Samuel Legris

Doctorant en sociologie

UMR 6031 TREE / Cermes3

Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)

samuel.legris@univ-pau.fr

Gilets jaunes et manifestants contre la réforme des retraites : l'innovation contestataire en question

La révolte des Gilets jaunes, qui surgit à l'automne 2018 en France, semble à bien des égards s'inscrire dans un nouveau « cycle de mobilisation » (Sommier, 2020). Ce soulèvement signale tout d'abord une intensification du conflit, comme en témoigne la participation de trois millions de Français entre novembre 2018 et juin 2019 (Dormagen & Pion, 2021). Il se caractérise dans sa première phase par un fort ancrage dans des territoires ruraux et périurbains ordinairement peu mobilisés à l'échelle nationale, qui atteste une « politisation du proche » (Dechézelles & Olive, 2019) et une relocalisation du politique (Jeanpierre, 2019 ; Walker & Blavier, 2022), ainsi que dans des groupes sociaux jusqu'alors peu revendicatifs à l'instar des « fractions des classes populaires et des classes moyennes souvent précarisées » (Collectif d'enquête, 2019, p. 872) surreprésentées parmi ses acteurs. Émergeant et se développant largement à l'écart et en rupture avec les cadres traditionnels de la contestation, le soulèvement des Gilets jaunes marque la destitution des appareils syndicaux et politiques (Jeanpierre, 2019, p. 17-57 ; Lefebvre, 2019) ainsi que l'apparition d'actions spontanées telles que les occupations de carrefours giratoires ou le blocage des axes routiers et de nouvelles organisations à l'image des Assemblées des assemblées (Ravelli *et al.*, 2020 ; Van Outryve, 2023). Les acteurs du mouvement des Gilets jaunes adopte des symboles peu présents dans les mouvements sociaux de ces dernières décennies en France, à l'instar du gilet réfléchissant de sécurité et du drapeau français (Lapeyronnie, 2019, p. 42-43). Ils introduisent de surcroît des innovations tactiques en termes de répertoire d'action collective (Tilly, 1986) en renouant avec les « moyens prémodernes de l'action collective » (Hayat, 2019, p. 26) et en adoptant des « performances » (Tilly, 2008) contestataires innovantes qui ont pu être inscrites dans un processus de « féralisation » de l'action collective (Della Sudda, 2022). Ils adhèrent enfin à des « [visions] des divisions du monde social » (Bourdieu, 1984, p. 13) qui tranchent quelquefois avec les représentations dominantes au sein du mouvement ouvrier traditionnel, comme le suggèrent les observations d'une « conscience sociale triangulaire » (Collovald & Schwartz, 2006 ; Schwartz, 2009) majoritaire sur certains ronds-points (Legris, 2021 ; Legris, 2022), même si plusieurs enquêtes ont précisément insisté sur son recul au profit de représentations du monde social plus binaires et protestataires sous l'effet du mouvement (Challier, 2019 ; Pelletier, 2019 ; Clément, 2020). En somme, la révolte des Gilets jaunes réunit plusieurs des critères communément reconnus en science politique pour caractériser l'émergence d'un nouveau cycle de mobilisation (Tarrow, 1995), qui résulterait notamment des dynamiques d'individualisation et de désinstitutionnalisation à l'œuvre dans la société française (Le Bart, 2020).

Toutefois, à la suite de la révolte des Gilets jaunes, les puissants mouvements contre les réformes du système de retraites qui secouent la France en 2019-2020 puis au premier semestre de l'année 2023 semblent remettre en cause l'idée de l'apparition d'un nouveau cycle de mobilisation. À l'instar des grands mouvements sociaux autour de l'enjeu des retraites qui ont marqué les trois dernières décennies, de la contestation du plan Juppé en novembre-décembre 1995 à la mobilisation de 2010 pour le retrait du projet de loi Woerth en passant par le mouvement d'opposition à la loi Fillon en 2003, ces récents mouvements sociaux à l'initiative des corps intermédiaires que constituent les organisations syndicales débordent peu des cadres institués et des formes ritualisées de l'ordre manifestant fixés au début du XX^e siècle (Fillieule & Tartakowsky, 2008, p. 27-43). Ils proposent un renouveau contestataire assez limité et des innovations protestataires peu nombreuses, qui ne rompent pas véritablement avec les modes d'actions traditionnels que constituent les grèves (légalement reconnues en France depuis 1864)

et les cortèges de rue encadrés. Ils mobilisent principalement les fractions « organisées » du salariat (Mauger, 2020, p. 117), plus ordinairement mobilisées que les segments de classes exerçant majoritairement dans de petites structures (Collectif Quantité critique, 2019) entrés dans l'action collective à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes. L'épicentre géographique de ces contestations se situe avant tout dans les métropoles, quoique la forte mobilisation contre la réforme des retraites dans les petites et moyennes villes de province ait été soulignée lors du premier semestre de l'année 2023 (Bruneau & Lhonneur, 2023) comme en novembre-décembre 1995 (Piotet, 1997, p. 536-538).

Bien que la révolte des Gilets jaunes et les deux derniers mouvements sociaux contre la réforme des retraites aient été partiellement contemporains, en raison de la longévité exceptionnelle d'une mobilisation des Gilets jaunes « sans fin » (Bernard de Raymond *et al.*, 2023), leur comparaison suggère qu'ils s'inscrivent dans des cycles distincts. Cette communication vise à saisir ce qui se joue lors de la rencontre entre le mouvement des Gilets jaunes et celui contre la réforme des retraites en 2019-2020 puis au premier semestre de l'année 2023. Tandis que des sociologues et des politistes ont analysé le rapport des Gilets jaunes aux syndicats (Coquard, 2019, p. 40 ; Collectif Quantité critique, 2019) ainsi que l'implication des syndicats et de leurs adhérents dans le mouvement des Gilets jaunes (Gourgues & Quijoux, 2018 ; Fillieule, Hayat & Monchatre, 2020), l'engagement des Gilets jaunes dans les mouvements sociaux encadrés par les organisations syndicales a été relativement peu étudié.

Notre analyse repose sur une double enquête ethnographique réalisée par observation participante et conduite selon une approche comparative dans un département rural, en déclin et conservateur du centre de la France d'une part et dans un département plus densément peuplé, dynamique et davantage progressiste du sud-ouest de la France d'autre part. Nous examinerons dans ces deux territoires les rapprochements qui se dessinent et les tensions qui perdurent entre des acteurs durablement engagés dans le mouvement individualisé et désinstitutionnalisé des Gilets jaunes et des participants aux contestations organisées et encadrées de la réforme des retraites. Ce faisant, nous nous demanderons dans quelle mesure un renouveau contestataire est à l'œuvre en France.

* *
*

Nouveaux entrants dans l'action collective et anciens acteurs contestataires face à la réforme des retraites : entre rapprochements et divergences

Des revendications semblables et un adversaire commun : l'« aile gauche » des Gilets jaunes fortement mobilisée pour les retraites

Entre décembre 2019 et février 2020, un groupe de Gilets jaunes mobilisé durablement sur un rond-point puis sur un terrain privé attenant situé à l'entrée d'un bourg rural du centre de la France de 4 000 habitants organise des covoiturages au départ du carrefour pour prendre part aux manifestations contre la retraite à points dans la ville-préfecture. Les 5 et 17 décembre 2019, ils sont ainsi une dizaine à parcourir 37 kilomètres en automobile afin de grossir les rangs des cortèges qui s'élancent dans la principale agglomération du département. D'autres Gilets jaunes, encore primo-manifestants le 17 novembre 2018 comme 46 % des Gilets jaunes mobilisés sur les ronds-points au début du mouvement (Collectif d'enquête, 2019, p. 883), participent même part aux distributions de tracts organisées en semaine par l'intersyndicale départementale CGT-FO-FSU-Solidaires au niveau de plusieurs ronds-points de l'agglomération pour appeler aux prochaines journées de mobilisation. À l'occasion du mouvement contre la réforme des retraites du premier semestre de l'année 2023, ces réseaux de Gilets jaunes sont réactivés et les covoiturages au départ du rond-point sont réitérés.

Dans le département du sud-ouest de la France étudié, les Gilets jaunes sont plus nombreux encore dans les cortèges contre la réforme des retraites de 2023. Dès les occupations temporaires de ronds-points organisées à l'automne 2022, un noyau d'une quinzaine de protestataires représentant l'« aile gauche » (Ravelli *et al.*, 2020) des Gilets jaunes locaux mobilisés durablement affiche ostensiblement son opposition à la réforme des retraites annoncée. Lors d'une « opération visibilité et tractage » qui se tient aux abords d'un rond-point stratégique le 20 octobre 2022, soit trois mois avant la première manifestation intersyndicale nationale contre la réforme des retraites, la revendication « Non à la réforme de la retraite » figure ainsi à la fois sur une pancarte jaune fluo disposée à l'une des entrées du carrefour giratoire (voir Figure 1) et sur les tracts distribués aux automobilistes (voir Figure 2).



Figure 1. Photographie d'une « opération visibilité et tractage » menée par un groupe de Gilets jaunes du sud-ouest de la France le 20 octobre 2022

POURQUOI PROTESTONS-NOUS DANS LA RUE ?

CONTRE

- L'augmentation du prix des carburants
- L'augmentation du prix des produits de 1^{ère} nécessité
- L'augmentation du prix du gaz, de l'électricité et des combustibles de chauffage
- La réforme de la retraite et du chômage
- La destruction des services publics
- Les bénéfices et profits records des grands groupes multinationaux et des banques alors que de nouveaux foyers sont au seuil de la précarité
- L'écart social s'accroît et les acquis sociaux obtenus par nos aïeux sont remis en cause

Supporterons-nous cette situation encore longtemps ?

POUR

- L'augmentation et ré-indexation des salaires, retraites, AAH et autres allocations à hauteur de l'inflation
- Le blocage des prix sur les produits de 1^{ère} nécessité (alimentation, carburants, énergie, etc...)
- Des moyens financiers pour les services publics (santé, éducation nationale, poste, etc...)

La justice sociale

La justice fiscale

L'UNION FAIT LA FORCE

RETROUVONS NOTRE SOLIDARITE

Figure 2. Tract distribué aux automobilistes lors d'une « opération visibilité et tractage » menée par un groupe de Gilets jaunes du sud-ouest de la France le 20 octobre 2022

Fortement opposés à la réforme des retraites, ces Gilets jaunes du sud-ouest de la France rejoignent les cortèges organisés par l'intersyndicale et les actions menées par l'union locale (UL) CGT entre janvier et juin 2023. Leur présence est si visible que l'UL CGT illustre une photographie sur sa page *Facebook* représentant une opération « coup de poing » de « mise en sobriété énergétique » avec le commentaire : « Gilets jaunes et gilets rouges réunis contre Macron », après que la Gilet jaune Michelle¹ (57 ans, auxiliaire de vie et agent de nettoyage avant d'être victime d'un accident du travail) a demandé que les Gilets jaunes soient mentionnés. Cette jonction entre Gilets jaunes et syndicalistes en grève s'inscrit dans la durée dans le département du sud-ouest de la France étudié. C'est ainsi que l'intersyndicale locale CGT-FSU-Solidaires et les Gilets jaunes défilent côte à côte avec leurs banderoles respectives « Retrait de cette réforme des retraites injuste ! » et « Réveillez-vous pour votre pouvoir d'achat » le samedi 13 mai 2023 (voir Figure 3). La mobilisation de ces Gilets jaunes locaux depuis 2018 « pour la justice sociale », « pour la justice fiscale » et contre la remise en cause « [des] acquis sociaux obtenus par nos aïeux » (voir Figure 2) explique leur participation au mouvement contre une réforme des retraites largement considérée comme un recul social injuste. L'engagement de ces Gilets jaunes dans le mouvement contre la réforme des retraites s'opère ainsi autour des enjeux de la redistribution des richesses (Della Sudda, 2023) et de la défense de l'État social. La convergence est favorisée par la désignation d'un adversaire

¹ Par souci de protection des individus ayant participé à l'enquête, leurs prénoms ont été systématiquement modifiés.

commun, l'État, auquel Gilets jaunes et syndicalistes s'adressent tous deux (Mauger, 2020, p. 118).

Des cadrages différents : l'« aile droite » des Gilets jaunes en « contre-manifestation » avec des contestataires de la politique sanitaire

Dans le département du sud-ouest de la France étudié, tous les Gilets jaunes durablement mobilisés ne convergent toutefois pas de la sorte. Profitant de la structure des opportunités politiques (Fillieule & Mathieu, 2020, p. 573-580) favorable ouverte à l'occasion du mouvement social massif contre la réforme des retraites, au sein duquel ils perçoivent la présence d'alliés pouvant apporter leur soutien à leur protestation, un second groupe de Gilets jaunes uni à des contestataires de la politique sanitaire contre le Covid-19 optent pour se mobiliser tactiquement en marge des cortèges syndicaux afin de faire valoir leurs propres revendications. Bien qu'ils partent du même point de départ que les organisations syndicales, ces protestataires suivent un parcours perpendiculaire à celui déclaré par l'intersyndicale afin de rejoindre la place de la préfecture avant le cortège syndical. Lorsque les manifestants contre la réforme des retraites arrivent, ils distribuent alors autocollants et tracts afin de « réinformer » les syndiqués sur les effets des vaccins et ils les interpellent à l'aide d'un mégaphone. Une fois que le cortège a quitté la place de la préfecture, les opposants à la politique sanitaire rejoignent le lieu d'arrivée de la manifestation en se dirigeant vers l'ouest tandis que le cortège des manifestants poursuit son parcours vers l'est (voir Figure 3).

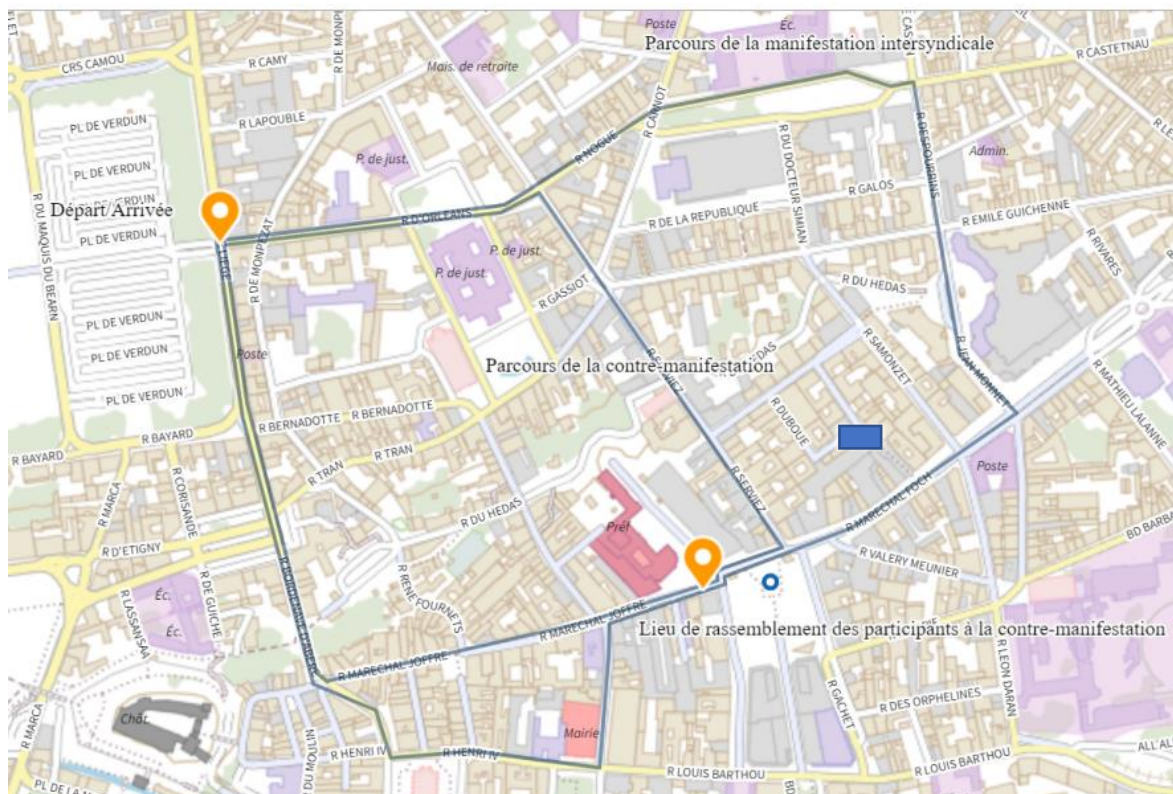


Figure 3. Carte représentant les parcours des participants au cortège intersyndical et des participants à la contre-manifestation dans une préfecture du sud-ouest de la France

Si certains d'entre eux avancent qu'ils tâchent d'éveiller les consciences des manifestants en les « réinformant » à travers cette action, d'autres assument son caractère oppositionnel en la qualifiant de « contre-manifestation ». Le 5 avril 2023, à l'occasion d'un repas de soutien aux grévistes organisés par l'UL CGT, je m'enquiers auprès d'un groupe de trois de ces manifestants de leur présence en marge des cortèges contre la réforme des retraites. Ludovic, un Gilet jaune qui participe à partir de l'été 2021 au mouvement de contestation du pass sanitaire, s'écrie alors : « Ah, la contre-manif ! On profite du fait qu'il y ait du monde pour montrer notre idée de l'urgence : la santé et pas les retraites ! ». À ses côtés, Xavier (travailleur dans un établissement de la Sécurité sociale pour adultes handicapés, suspendu car non vacciné) ajoute : « C'est pas parce que tu es syndiqué que tu es imperméable aux idées du gouvernement. Nous on porte un autre message vers ceux qui manifestent, qui sont peut-être plus proches de nous que d'autres ». En somme, la distance entre les participants au mouvement contre la réforme des retraites et ces Gilets jaunes alliés à des opposants à la politique sanitaire, qui opèrent un cadrage (Benford & Snow, 2000) de l'action collective autour de principes distincts, se matérialise spatialement.

Tout comme leurs homologues du sud-ouest de la France, des Gilets jaunes qui ont participé au mouvement contre le pass sanitaire au second semestre de l'année 2021 sont présents en marge des cortèges contre la réforme des retraites dans la préfecture du département du centre de la France étudié afin d'interpeller les manifestants (voir Figure 4).

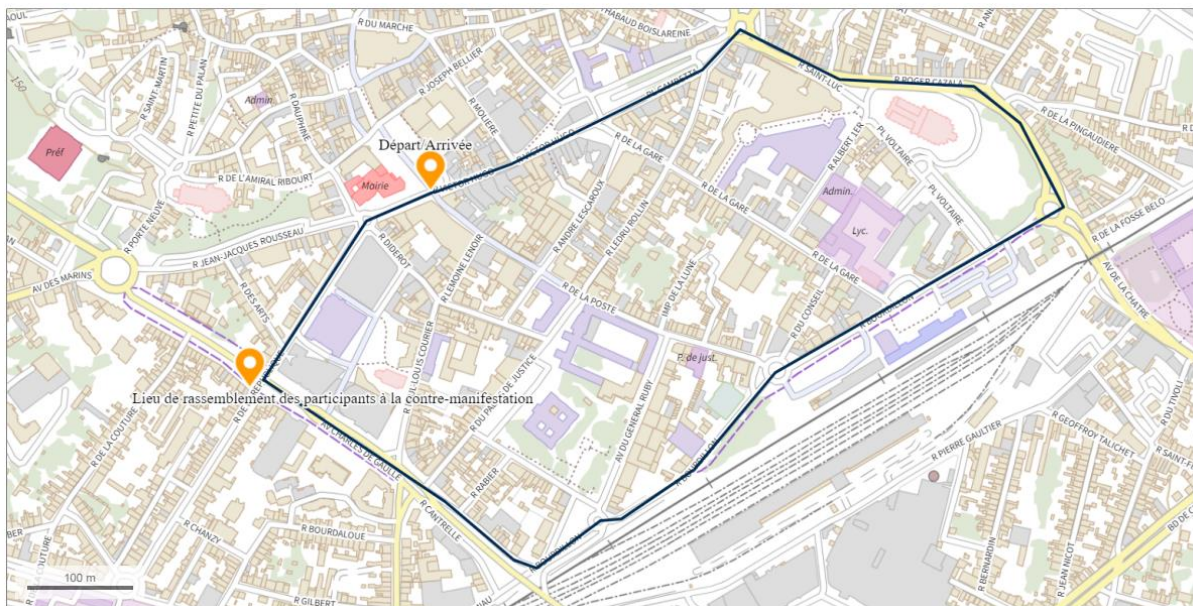


Figure 4. Carte représentant le parcours des participants au cortège intersyndical et le lieu de rassemblement des participants à la contre-manifestation dans une préfecture du centre de la France

Le jeudi 16 février 2023, cinquième journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites, j'observe ainsi qu'un groupe constitué de Gilets jaunes et d'opposants au pass sanitaire se forme en marge du parcours suivi par le cortège syndical. Ces protestataires sont unis localement depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites autour de deux anciens tracteurs agricoles avec remorques, déjà présents en 2021 dans les cortèges contre le

pass sanitaire, et de deux banderoles : « Retraite, inflation, personnels suspendus, pénurie. Même combat contre la Macronie » et « Macron détruit la France » (voir Figure 5).



Figure 5. Photographie issue de la manifestation contre la réforme des retraites du 16 février 2023 dans une préfecture du centre de la France

Ces protestataires qui se sont majoritairement mobilisés dans le cadre de la révolte des Gilets jaunes puis du mouvement anti-pass sanitaire peuvent alors rejoindre la manifestation en cours de route, se placer à la fin du cortège ou à sa tête s'ils parviennent à s'imposer. Dans le cortège, ce groupe minoritaire composé de dix à trente acteurs brûle des drapeaux de l'Union européenne (UE), arbore des Gilets jaunes ainsi que des drapeaux français et russes sur les remorques des tracteurs. Il est notamment composé de Patrick (60 ans, ancien conducteur d'engins de chantier, en invalidité depuis 1999), un Gilet jaune électeur régulier du Rassemblement national (RN) qui porte alors une pancarte « Macron démission », de Claude (enseignant à l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes à la retraite), qui se définit comme « bien de droite » et a été membre de mouvements libertariens (le Lys Noir), identitaires (Riposte laïque et le Bloc identitaire) et de mouvements et partis nationalistes (le Parti de la France et l'Action française), d'Éliane (70 ans, infirmière puis cadre du secteur hospitalier à la retraite), une des figures départementales du mouvement anti-pass sanitaire

militante RN à partir de l'élection présidentielle de 2022 ainsi que de Louis (50 ans, potier) et de Marion (51 ans, maroquinière), un couple d'artisan d'art très engagé dans la contestation de la politique sanitaire à l'échelle départementale qui diffuse des photographies de la manifestation sur le compte X (anciennement Twitter) de la section régionale d'Égalité et Réconciliation. En somme, « l'aile droite » des Gilets jaunes alliée aux contestataires du pass sanitaire opère des cadrages différents et se mobilise en marge des manifestations contre la réforme des retraites du premier semestre de l'année 2023.

Comprendre les dissensions à l'aune de la double distance sociale et politique

L'entretien réalisé en octobre 2019 avec Annie (63 ans, aide à domicile à la retraite) et Patrick (60 ans, conducteur d'engins de chantier, en invalidité depuis 1999), un couple issu du mouvement des Gilets jaunes mobilisé dès le 17 novembre 2018 sur un rond-point situé à l'entrée d'un bourg rural du centre de la France, fournit des clés de compréhension aux dissensions observées. Entre décembre 2019 et février 2020 puis au cours du second semestre de l'année 2023, Annie et Patrick participent aux covoiturages au départ du carrefour giratoire afin de prendre part aux manifestations contre la réforme des retraites organisées dans le chef-lieu de département. Au cours de l'entretien conduit en octobre 2019, le couple prononçait à trente reprises le terme « retraite » et Annie, revenant sur les raisons de son engagement dans le mouvement des Gilets jaunes, déclarait : « ma priorité, c'était pour les retraites ». Dès lors, leur engagement contre les réformes des retraites étonne peu. Toutefois, l'entretien laissait présager des tensions qui sont survenues en 2019-2020 puis, plus encore, en 2023 avec les acteurs du mouvement. Au fil de l'échange, Annie et Patrick listent une série de « privilégiés » qui provoquent leur indignation, parmi lesquels les cheminots qui disposent d'un « régime spécial » et les salariés des anciennes entreprises publiques partis à la retraite « même pas esquinés » :

« Patrick : Ce qu'il y a Samuel, c'est que faut tout remettre à plat, tu vois bien. Je vois là les régimes pour les retraites, ils en veulent pas les cheminots et tout le bordel. Mais c'est sûr que y en a qu'ont été privilégiés par rapport à beaucoup d'autres Français qui travaillent à la maçonnerie ou à la couverture, qui sont dans le soleil toute la journée ou bien sous la pluie toute la journée. Eux, ils ont pas de régime spécial. Faut y revoir à tout ça aussi.

Annie : Ceux qui construisent les routes, ils ont pas l'autoroute gratuite hein.

Patrick : Non, non. Quand ils partent en vacances, ils ont pas...

Annie : C'est pas comme la SNCF qui ont des tarifs... »

[...]

Patrick : Et tu vois Samuel, je connais des gens moi qui sont partis à la retraite sous Mitterrand. Chez Renault, ils faisaient des plans sociaux à 50 ans ou 55 ans, même pas 50 ans-52 ans ils partaient à la retraite. C'est des mecs qui touchent actuellement 3 000 euros par mois. Tu crois que c'est normal ? Tu vois un peu. Bah aujourd'hui, pars à la retraite avec 3 000 euros de retraite par mois, y en a plus, ça existe plus. Eh bien eux sont partis dans les années 85 à 50 ans même pas esquinés, 52 ans. Aujourd'hui, ils vont faire travailler les gens qui travaillent dans la maçonnerie ou sur les toitures ou sur un bull, comme moi j'ai travaillé sur un bull pendant plus de 25 ans. Je vais te dire, un bull, ça casse, hein ! D'ailleurs, personne travaille sur un bull à 60 ans parce que le bonhomme il est cassé. Alors, c'est pas normal ! Vraiment, ils nous prennent pour des cons. »

Adhérant à la morale populaire du travail et de l'effort et dénonçant fermement toutes les formes d'« assistanat », Annie et Patrick, primo-manifestants en novembre 2018 et électeurs réguliers du RN, prennent en outre leurs distances vis-à-vis des fonctionnaires de l'éducation nationale décrits comme des « professionnels de la grève ». Ce couple de Gilets jaunes du centre de la France, qui s'inscrit dans le quart « en bas à droite » de l'espace des positions sociales et des styles de vie proposé dans *La distinction* (Bourdieu, 1979, p. 140-141) et récemment actualisé (Beaumont, Challier & Lejeune, 2018), tient un discours qui peut être rapproché de celui de femmes Gilets jaunes qui affirmaient, par souci de respectabilité, au premier jour de la révolte aux abords d'un petit péage autoroutier de la région Grand Est : « “on n'est pas du genre à réclamer d'habitude” » (Coquard, 2019, p. 27) :

« Samuel : C'était la première fois que vous manifestiez avec les Gilets jaunes ?

Patrick : Ah, moi c'était la première fois.

Annie : La première fois, oui.

Patrick : J'ai jamais manifesté de ma vie. Jamais ! Jamais, jamais, jamais, jamais. Je connaissais pas ça. On n'est pas comme les profs, les instituteurs et tout le bordel.

Annie : Ah ouais, tous les ans, dès la rentrée des classes, ils faisaient la grève déjà ! (rires)

Patrick : Jamais dans mon entreprise, on a manifesté. On était... On allait au boulot la joie dans le cœur. On allait au boulot, on était content. »

Preuve que Patrick n'envisageait nullement l'action collective au sein de la dernière petite entreprise de travaux publics où il a exercé et dont il détenait des parts, il a « fait passer en maladie » l'accident qui l'a rendu invalide en 1999 parce que son employeur souhaitait « zéro accident de travail ».

En somme, ces nouveaux entrants dans l'action collective ne s'identifient que très difficilement aux principaux contingents des mouvements contre les réformes des retraites de 2019-2020 et de 2023 que constituent les fractions « organisées » du salariat (Mauger, 2020, p. 117). Le couple de Gilets jaunes formé par Annie et Patrick tient à se démarquer des acteurs traditionnels de la contestation, qui sont exclus des frontières étroites du « déjà nous² », répandu dans les milieux populaires des campagnes en déclin (Coquard, 2018 ; Coquard, 2019, p. 179-197). Parce qu'il reconnaît de multiples « divisions du monde social » (Bourdieu, 1984, p. 13), ce couple de Gilets jaunes présente une vision de la société qui tranche radicalement avec les représentations dominantes au sein du mouvement ouvrier, dont les acteurs dotés d'une conscience de classe opposent communément un « nous » populaire à un « eux » bourgeois (Hoggart, 1970 [1957]).

Outre qu'ils peuvent se distinguer des acteurs traditionnels de la contestation des réformes des retraites par leurs revendications et par leurs visions du monde social sur lesquelles elles reposent, les nouveaux entrants dans l'action collective que sont les Gilets jaunes tentent de subvertir l'ordre manifestant de ces mouvements sociaux en introduisant des innovations tactiques.

² L'expression de terrain « déjà, nous » témoigne d'une conscience collective affinitaire restreinte à une poignée d'individus, circonscrite à des groupes amicaux de taille limitée. Elle signale une solidarité exclusive envers les membres du groupe.

Quand les Gilets jaunes subvertissent l'ordre manifestant des mouvements sociaux contre la réforme des retraites

Critiquer le répertoire d'action collective syndical

En dépit des rapprochements observés dans la rue entre Gilets jaunes et syndicalistes à l'occasion du mouvement contre la réforme des retraites entre décembre 2019 et février 2020 dans la préfecture du département du centre de la France étudié, des dissensions apparaissent dès l'assemblée générale qui suit la manifestation du 5 décembre 2019. Les tensions se cristallisent principalement autour des modes d'action à adopter pour faire plier le gouvernement. De fait, les répertoires d'action collective (Tilly, 1986) de la révolte des Gilets jaunes et du mouvement contre la réforme des retraites diffèrent sensiblement (Mauger, 2020, p. 117-118). Tandis que plusieurs Gilets jaunes plaident pour entraver la circulation, les syndicalistes cherchent à bloquer la production dans les principales entreprises de la région. Les premiers proposent le blocage immédiat de l'autoroute contournant le chef-lieu de département et des ronds-points de l'agglomération situés aux abords des zones commerciales tandis que les seconds aspirent à l'élargissement de la grève. La presse quotidienne régionale (PQR) titre alors que « l'unité du 5 décembre se fendille en assemblée générale ».

Dans les deux départements étudiés, ces dissensions entre Gilets jaunes et syndicalistes autour du répertoire d'action collective réapparaissent à l'occasion du mouvement social du premier semestre de l'année 2023. Les Gilets jaunes mobilisés dans le département du centre de la France déplorent la combativité limitée des organisations syndicales en dénonçant leur attachement à l'ordre manifestant tel qu'il a été fixé par le préfet de police Louis Lépine au début du XX^e siècle pour contenir les foules protestataires (Fillieule & Tartakowsky, 2008, p. 27-43), à l'instar du Gilet jaune Olivier (60 ans, en invalidité) qui lance le 3 mai 2023 sur son compte Facebook personnel : « C'est quoi ces syndicat qui n'appelle pas à la révolution ??? ». Bien qu'ils participent massivement aux actions contre la réforme des retraites encadrées par les organisations syndicales, les Gilets jaunes du département du sud-ouest de la France émettent fréquemment des critiques sur une participation domestiquée à l'action collective dont ils contestent l'utilité. Les divergences portent essentiellement sur le répertoire d'action collective adopté et, plus particulièrement, sur la trop faible radicalité des opérations mises en place par les organisations syndicales selon les Gilets jaunes. Même les actions « coup de poing » que l'UL CGT organise en parallèle des manifestations intersyndicales sont perçues par les Gilets jaunes comme de simples « manifestations de papier » (Champagne, 1984 ; Champagne, 1990) destinées à plaire aux médias. Le Gilet jaune Tony (47 ans, infirmier), dont la conjointe est pourtant déléguée syndicale CGT dans le centre hospitalier où elle exerce comme aide-soignante, juge ainsi en marge d'une opération de blocage menée par l'UL CGT le 27 mars 2023 à laquelle il participe que : « ces actions, c'est avant tout de la com' ». Quelques minutes plus tard, après avoir lancé d'un ton ferme à un ingénieur thermicien syndicaliste CGT : « si on fait un blocage, on fait un blocage ! », Arlette (58 ans, aide à domicile, administratrice d'un des principaux groupes locaux Facebook Gilets jaunes), me confie : « Nous on est tellement habitué à des actions dures. Là, c'est un peu plan-plan. »

Déborder l'intersyndicale : les Gilets jaunes du « Bloc du centre de la France », de la tête de cortège aux manifestations vespérales

Ces divergences conduisent une « coalition contestataire » (Mathieu, 2009) formée par un groupe de Gilets jaunes et des contestataires de la politique sanitaire à rivaliser avec l'intersyndicale au cours du premier semestre de l'année 2023 dans le département du centre de la France. Ces tensions font l'objet d'un traitement médiatique à la suite de la manifestation du mardi 7 février 2023 (troisième journée nationale de mobilisation interprofessionnelle contre la réforme des retraites), lors de laquelle elles apparaissent pleinement. La PQR consacre ainsi le 10 février 2023 un article au « petit duel » entre syndicats et Gilets jaunes pour « prendre la tête du convoi », après l'avoir évoqué une première fois trois jours plus tôt. L'ordre manifestant promu par les organisations syndicales se heurte aux performances d'action collective (Tilly, 2008) de Gilets jaunes qui ont acquis une expérience protestataire et cherchent à s'affranchir des règles encadrant la participation aux contestations sociales.

Ces Gilets jaunes et ces opposants à la politique sanitaire du gouvernement assument la confrontation avec les organisations syndicales. Sur son compte Facebook, Louis (50 ans, potier) se félicite le 10 février 2023 que la coalition formée par des Gilets jaunes et des anciens anti-pass sanitaire aient « pris de force avec 2 tracteurs la tête du cortège déclaré par l'intersyndicale ». Patrick (60 ans, ancien conducteur d'engins de chantier, en invalidité depuis 1999) diffuse pour sa part des photographies des versions papier des deux articles de presse mentionnés sur son compte personnel Facebook les 12 et 13 février 2023. Le 1^{er} septembre 2023, quelques jours avant l'entrée en vigueur de la réforme des retraites, le Gilet jaune choisit même d'utiliser la version papier du second article comme photographie de couverture de son compte personnel Facebook. Preuve des rivalités durables entre syndicats et Gilets jaunes lors du mouvement contre la réforme des retraites de 2023 à l'échelle départementale, il résume le 13 août 2023 dans les commentaires de sa publication : « *LES GILETS JAUNES ET ANTI PAS ONT EUX LE DESSUS SUR LES SYNDICATS SUR TOUTES LES MANIFS VIVE LES GILETS JAUNES* ».

Si la confrontation entre cette coalition formée par des Gilets jaunes et des anciens opposants à la politique sanitaire et les organisations syndicales est particulièrement assumée lors de la manifestation du 7 février 2023, elle était visible dès le début du mouvement contre la réforme des retraites. Le 20 janvier 2023, au lendemain de la première journée de mobilisation nationale interprofessionnelle, le Gilet jaune Arnaud (32 ans, secrétaire juridique) m'envoie une photographie (voir Figure 6) prise au départ de la manifestation de la veille qui témoigne déjà de la volonté de ces Gilets jaunes (à gauche, au premier plan) de prendre la tête du cortège organisé par l'intersyndicale (à droite, au second plan). La scène se reproduit le 31 janvier 2023 (deuxième journée de mobilisation), le 7 mars 2023 (sixième journée de mobilisation) et le 15 mars 2023 (septième journée de mobilisation), lorsque ces Gilets jaunes se placent avec leurs banderoles blanches et noires réalisées par des graffeurs du collectif de *street* artistes « Black Lines » – semblables à celles déployées en tête de cortège dans des grandes métropoles françaises – devant la banderole intersyndicale au départ des manifestations (voir Figure 7).



Figure 6. Photographie issue de la manifestation contre la réforme des retraites du 20 janvier 2023 dans une préfecture du centre de la France



Figure 7. Photographie issue de la manifestation contre la réforme des retraites du 7 mars 2023 dans une préfecture du centre de la France

Les Gilets jaunes à l'initiative du cortège de tête des manifestations intersyndicales contre la réforme des retraites dans cette préfecture du centre de la France appartiennent majoritairement au « Bloc du centre de la France », un collectif issu du mouvement des Gilets jaunes officiellement créé en octobre 2022. Sur sa page Facebook, supprimée en avril 2023, il est défini comme un « groupement Libertaire/ souverainiste/ antisystème/ humaniste ». Ces différents qualificatifs rendent compte de différentes tendances politiques qui ont pu influencer les Gilets jaunes et coexister au sein du mouvement. Les principales figures du « Bloc du centre de la France » revendiquent sa filiation avec le « Bloc Lorrain », une association libertaire née dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes dissoute en novembre 2022 par le ministère de l'Intérieur. Libertaires, les membres du « Bloc du centre de la France » défilent derrière des banderoles en noir et blanc et sont quelquefois munis de parapluies noirs dans les manifestations à l'image des membres du « Bloc du centre de la France ». Le « Bloc du centre de la France » se distingue toutefois du « Bloc Lorrain ». S'affichant souverainistes, des membres du « Bloc du centre de la France » peuvent brandir des drapeaux français à la différence des membres du « Bloc Lorrain ».

Après avoir rivalisé avec l'intersyndicale dans la première phase du mouvement contre la réforme des retraites (entre janvier et la mi-mars 2023) en essayant de prendre la tête des cortèges, le « Bloc du centre de la France » organise dans la seconde phase du mouvement deux manifestations vespérales les vendredi 24 mars 2023 et vendredi 14 avril 2023 dans la préfecture du département, qui réunissent respectivement une trentaine et une cinquantaine de protestataires.

Retrouver l'émeute dans les métropoles régionales et à la capitale : des Gilets jaunes en quête d'action

Entre 2018 et 2021, plusieurs groupes de Gilets jaunes du centre de la France organisent régulièrement des covoiturages pour participer aux déambulations parisiennes lors des « Actes » nationaux ainsi qu'aux « cortèges de tête » des manifestations à l'initiative d'organisations syndicales et politiques. En décembre 2018, à l'apogée de la révolte Gilets jaunes, ces contestataires jouissent de l'appel du syndicat SUD-Rail à « donner la possibilité à l'ensemble des gilets jaunes de pouvoir emprunter gratuitement le réseau ferroviaire national³ » pour manifester à moindre frais à Paris en prenant le train au départ de la préfecture de département. Des femmes Gilets jaunes telles que Gaëlle (43 ans, contrôleur qualité), Florence (53 ans, sans emploi) et Sophie (46 ans, sans emploi) utilisent à plusieurs reprises la voiture de Gaëlle pour se mobiliser à la capitale, située à 250 kilomètres plus au nord. Parallèlement, des hommes Gilets jaunes comme Arnaud (32 ans, secrétaire juridique), Cédric (34 ans, conducteur routier) et Frédéric (45 ans, agent administratif de la Sécurité sociale) remplissent à de multiples occasions une seconde automobile pour rejoindre Paris. Bien que le mouvement des Gilets jaunes ait souvent été conçu comme une « mobilisation du proche », ancrée dans un rayon de moins de 20 kilomètres autour du lieu de vie des participants (Walker & Blavier., 2022, p. 334), il ne saurait toutefois être uniquement appréhendé comme une contestation menée depuis des espaces de mobilisation constituant des « lieux familiers » (Dechézelles & Olive, 2019). Ces Gilets jaunes qui privilégient les manifestations dans des lieux métropolitains lointains se caractérisent par leur forte volonté de rompre avec un ordre manifestant qui a partiellement

³ Communiqué aux cheminots « SUD-Rail et les cheminots avec les Gilets jaunes ! », 5 décembre 2018, <https://sudrail.fr/SUD-Rail-et-les-cheminots-avec-les-gilets-jaunes>.

épuisé sa potentialité subversive en renouant avec l'émeute (Fillieule, Hayat & Monchatre, 2020).

Quoique bien plus éloignés de la capitale que leurs homologues du centre de la France, des Gilets jaunes du sud-ouest de la France en quête d'action montent à Paris afin de rejoindre le « cortège de tête » lors de manifestations de grande ampleur. Revenue de la manifestation du 1^{er} mai 2023, qui réunit 782 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur et 2,3 millions selon la CGT sur fond de mobilisation contre la réforme des retraites, les Gilets jaunes Maryse (72 ans, secrétaire dans un collège à la retraite) et Fabienne (63 ans, responsable de rayon dans la grande distribution à la retraite) narrent leur expérience au sein du cortège de tête avec enthousiasme :

Maryse : « On a bien rigolé. On s'est bien régalé. Mais on a bouffé du gaz. »
Fabienne : « C'était la guerre ! C'était énorme ! C'était noir de black blocs. »

Si elles font rarement le déplacement jusqu'à la capitale située à 800 kilomètres de leur domicile, Maryse et Fabienne rejoignent plus régulièrement des métropoles régionales telles que Toulouse ou Montpellier lors des « Actes » Gilets jaunes nationaux, puis lors des journées nationales de mobilisation interprofessionnelle. Après avoir remarqué l'absence de Gilets jaunes qui demeurent mobilisés dans le département à l'occasion de la manifestation contre la réforme des retraites du 6 juin 2023 dans la préfecture de département, j'interroge le Gilet jaune Christian (63 ans, enseignant à la retraite) qui est présent : « Y a des Gilets jaunes qui sont allés dans d'autres villes ? ». Il me répond : « Beaucoup à Toulouse ! », avant d'avancer comme explication à leur déplacement dans cette métropole régionale : « Ils sont allés chercher de l'action ».

* *
*

En somme, la révolte des Gilets jaunes marque un renouveau contestataire en France attesté à la fois par l'entrée dans l'action collective de fractions de classes peu mobilisées ces dernières décennies et par l'apparition de modes d'action innovants rompant avec l'ordre manifestant établi. Les puissants mouvements sociaux contre la réforme des retraites de 2019-2020 puis du premier semestre de l'année 2023, encadrés par des organisations syndicales de salariés qui ont bénéficié d'un regain de confiance à partir de 2020 atteignant son paroxysme en 2024⁴, invitent toutefois à ne pas présager trop vite de l'émergence d'un nouveau « cycle de mobilisation » (Sommier, 2020). Les hybridations suggérées par le néologisme « giletjaunisation » ainsi que les tensions durables entre des acteurs durablement engagés dans le mouvement individualisé et désinstitutionnalisé des Gilets jaunes et des participants à la contestation organisée et encadrée de la réforme des retraites observées dans le sud-ouest et, plus encore, dans le centre de la France révèlent que l'action collective connaît des dynamiques contradictoires et interrogent la pérennité d'un renouveau contestataire.

⁴ « En qu[o]i les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? », baromètre de la confiance politique Sciences Po-Cevipof – OpinionWay, vague 15, février 2024, <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/barometre-de-la-confiance-politique-2024-les-resultats/>.

Références bibliographiques

- BEAUMONT Amélie, CHALLIER Raphaël, LEJEUNE Guillaume, 2018, « En bas à droite. Travail, visions du monde et prise de position politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social », *Politix*, n°122, p. 9-31.
- BENFORD Robert D., SNOW David A., 2020, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, p. 611-639.
- BERNARD DE RAYMOND Antoine, BONIN Loïc, BORDIEC Sylvain, CHIRON Pierre, CLEMENT Karine, ELALAOUI Charif, GREMION Théo, LIOCHON Pauline, RAVELLI Quentin et REUNGOAT Emmanuelle, 2023, « Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ? Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement », *Genèses*, n°130, p. 80-111.
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1984, « Espace social et genèse des “classes” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, p. 3-14.
- BRUNEAU Axel, LHONNEUR Thibault, 2023, « La gauche et les sous-préfectures : la révolte inattendue ? », *Fondation Jean Jaurès*, <https://www.jean-jaures.org/publication/la-gauche-et-les-sous-prefectures-la-revolte-inattendue/>.
- CHALLIER Raphaël, 2019, « Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine », *La vie des idées*, <https://laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html>.
- CHAMPAGNE Patrick, 1984, « La manifestation. La production de l'événement politique. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, p. 18-41.
- CHAMPAGNE Patrick, 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éditions de Minuit.
- CLEMENT Karine, 2020, « “On va enfin faire redescendre tout ça sur terre !” : penser une critique sociale ordinaire populaire de bon sens », *Condition humaine / Conditions politiques*, n°1, <https://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=115>.
- COLLECTIF D'ENQUETE, 2019, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. LXIX, n°5-6, p. 869-892.
- COLLECTIF QUANTITE CRITIQUE, 2019, « Salaires : comment les Gilets jaunes ont court-circuité les négociations collectives », *Mediapart*, <https://www.mediapart.fr/journal/france/220519/salaires-comment-les-gilets-jaunes-ont-court-circuite-les-negociations-collectives>.
- COLLOVALD Annie, SCHWARTZ Olivier, 2006, « Haut, bas, fragile : sociologie du populaire », *Vacarme*, n°37, p. 50-55.
- COQUARD Benoît, 2018, « “Déjà nous”. Un sentiment d'appartenance sélectif en milieu populaire », *Politix*, n°122, p. 57-78.
- COQUARD Benoît, 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte.
- DECHEZELLES Stéphanie, OLIVE Maurice (dir.), 2019, *Politisaiton du proche. Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- DELLA SUDDA Magali, 2022, « La féralisation de l'action collective dans le mouvement social des Gilets jaunes », *Staat, Recht un politischer Konflikt Seminar Forschung Seminar, Zentrum March Bloch*, Berlin, Allemagne.
- DELLA SUDDA Magali, 2023, « Redistribution des richesses : quand mobilisation contre la réforme des retraites et “gilets jaunes” se rejoignent », *The Conversation*, <https://theconversation.com/redistribution-des-richesses-quand-mobilisation-contre-la-reforme-des-retraites-et-gilets-jaunes-se-rejoignent-192893>.

- DORMAGEN Jean-Yves, PION Geoffrey, 2021, « “Gilets jaunes”, combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, 803 (2), <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/02/DORMAGEN/62755>.
- FILLIEULE Olivier et TARTAKOWSKY Danielle, 2008, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FILLIEULE Olivier, HAYAT Samuel et MONCHATRE Sylvie, 2020, « Trois regards sur le mouvement des “Gilets jaunes” », *La nouvelle revue du travail*, n°17, <https://journals.openedition.org/nrt/7377>.
- FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian, 2020, « Structure des opportunités politiques », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 573-580.
- GOURGUES Guillaume et QUIJOUX Maxime, 2018, « Syndicalisme et gilets jaunes », *La Vie des idées*, <https://laviedesidees.fr/Syndicalisme-et-gilets-jaunes.html>.
- HAYAT Samuel, 2019, « L'économie morale et le pouvoir » dans Joseph Confavreux (dir.), *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil.
- HOGGART Richard, 1970 [1957], *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- JEANPIERRE Laurent, 2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres ».
- LAPEYRONNIE Didier, 2019, « Les pavillons contre la ville », *Tous urbains*, n°26, p. 42-46.
- LEFEBVRE Rémi, 2019, « Ce que les Gilets jaunes nous disent de la décomposition des organisations politiques... et de leur nécessité », *Recherche socialiste*, n°86-87, p. 153-170.
- LEGRIS Samuel, 2021, « “Nous on crève de faim pendant ce temps-là”. La persistance du “déjà, nous” chez des Gilets jaunes ruraux », *Savoir/Agir*, n°57, p. 81-88.
- LEGRIS Samuel, 2022, « La conscience sociale des Gilets jaunes : étude sociologique de représentations en lutte », *Mots. Les langages du politique*, n°129, p. 125-145.
- LE BART Christian, 2020, *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode postinstitutionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- MATHIEU Lilian, 2009, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de “Nous sommes la gauche” à Occupation », *Revue française de science politique*, n°59, p. 77-96.
- MAUGER Gérard, 2020, « Des Gilets jaunes aux syndicalistes en grève. La question de la représentation », *Savoir/Agir*, n°51, p. 117-123.
- PELLETIER Willy, 2019, « Ronds-points “Gilets jaunes” et “estimes de soi” en milieux populaires », dans Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants*, Paris, La Découverte, p. 981-992.
- PIOTET Françoise, 1997, « Les événements de décembre 1995, chroniques d'un conflit », *Sociologie du travail*, vol. XXXIX, n°4, p. 523-545.
- RAVELLI Quentin, BENDALI Zakaria, BONIN Loïc, GABORIT Maxime, GREMION Théo, IVANOVIC Mila, LIOCHON Pauline et TOTH Naomi, 2020, « Le Gilet et le Marteau. L'Assemblée des assemblées organise l'aile gauche des ronds-points », *Mouvements*, n°101, p. 13-24.
- SCHWARTZ Olivier, 2009, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, [Vivons-nous encore dans une société de classes ? - La Vie des idées \(laviedesidees.fr\)](https://laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une-societe-de-classes-?la-vie-des-idees).
- SOMMIER Isabelle, 2020, « Cycle de mobilisation », dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 175-181.
- TARROW Sidney, 1995, « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », dans Mark Traugott (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1995, p. 89-116.

TILLY Charles, 1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil.

TILLY Charles, 2008, *Contentious Performances*, Cambridge, Cambridge University Press.

VAN OUTRYVE Sixtine, 2023, « Des Gilets jaunes à l'Assemblée Citoyenne de Commercy (France) : les enjeux politiques et constitutionnels d'une expérience de démocratie directe communaliste », *Participations*, n°36, p. 193-218.

WALKER Étienne, BLAVIER Pierre, 2022, « Shedding light on the yellow vests movement through its spatial dimension, from the gathering places to the origins of the participants », *French Politics*, vol. 20, n°3-4, p. 318-345.